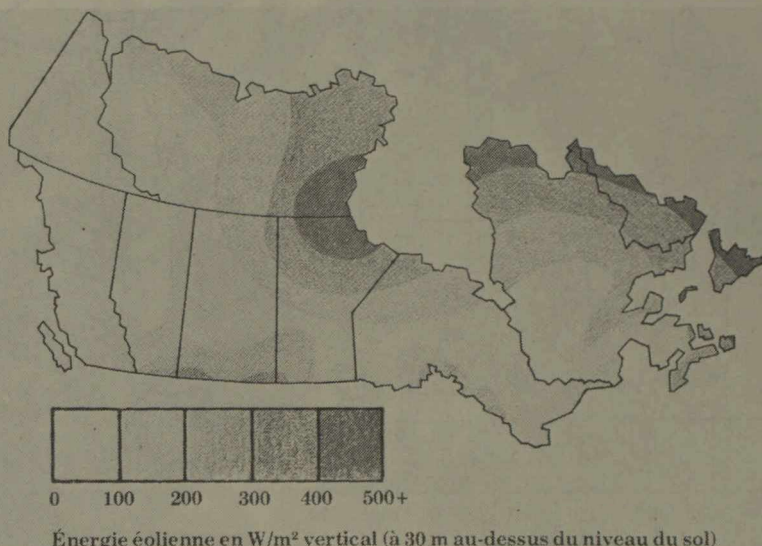


Le Canada et l'Afrique



● Sur cette carte du Canada, on a présenté une estimation de la puissance moyenne du vent.

Extraits de l'allocution du Premier ministre canadien, Pierre Elliott Trudeau à la Conférence des Nations-Unies sur les sources d'énergies nouvelles et renouvelables à Nairobi le 11 août 1981.

Quelque quatre-vingt-dix pour cent de l'énergie produite dans le monde industrialisé le sont à partir de ressources non renouvelables : charbon, pétrole, gaz naturel, uranium. Par contraste, les pays en développement tirent moins de 5 % de leur énergie de ces sources, ces 5 % étant surtout utilisés dans les régions industrielles et urbaines, où se trouve une minorité de leur population.

Deux milliards et demi des habitants les plus pauvres de la terre, dont la grande majorité vit dans des régions rurales, sont tributaires, pour presque tous leurs besoins en énergie, du bois, des résidus agricoles et du fumier, c'est-à-dire des combustibles dits non commerciaux.

La recherche énergétique dans et pour les pays en développement présente par conséquent un défi de taille. Il est vrai, aussi, que le plus gros de cette recherche s'accomplit dans les pays industrialisés et vise leurs besoins précis. Ainsi, il se fait peu de travaux de nature à répondre immédiatement aux besoins restreints, à caractère rural, des pays en développement. Et, parce que les techniques d'exploitation des sources d'énergie renouvelables sont un domaine

d'activité récent, qui a à peine dépassé le stade de la gestation, il subsiste encore bien des interrogations au sujet de leur application éventuelle aux pays en développement. Une somme de travail immense s'impose, par conséquent, au chapitre des techniques pouvant éventuellement être mises en œuvre dans les pays les plus pauvres.

Aussi, l'une des nouvelles initiatives du gouvernement du Canada - je vous en donne la primeur ici aujourd'hui - consiste à augmenter de dix millions de dollars son appui à la recherche énergétique intéressant les pays en développement. Nous allons mettre ce montant à la disposition de notre Centre de recherche pour le développement international (CRDI) afin qu'il puisse élargir son programme d'activité dans ce domaine.

Le Centre effectuera ses travaux de recherche principalement dans les pays en développement, ce qui aidera ceux-ci à mieux évaluer leurs propres options. Il aura pour mission de travailler, avec les gouvernements des pays concernés, à l'élaboration de politiques énergétiques techniquement solides et adaptées précisément aux besoins de ces derniers.

Le programme mettra l'accent sur le recours aux ressources indigènes pour la résolution des problèmes énergétiques locaux. Son effet se fera sentir surtout dans les pays les moins avancés.